

GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE EN AFRIQUE NOIRE : LA DECONSTRUCTION DU CULTES DE LA PERSONNALITE.

Massa Denis KIEROU

Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY

École Doctorale SCALL

massadeniskierou@gmail.com

Résumé

En Afrique, au Sud du Sahara, il y a une pratique qui va contre les principes de la démocratie et qui fait le lit de l'autocratie : le culte de la personnalité. C'est une pratique qui met à mal l'harmonie sociale et consolide les dictateurs dans leur position. Il faut éduquer la population à sortir de telles pratiques et donner une chance à la démocratie de prendre place dans les mœurs. Surtout que dans un régime démocratique, nul n'est au-dessus de son semblable.

Mots clés : *démocratie, autocratie, dictature, corruption, unité nationale, culte de la personnalité.*

Summary

In Africa, south of the Sahara, there is a practice which goes against the principles of democracy and creates the basis for autocracy: the cult of personality. It is a practice that undermines social harmony and consolidates dictators in their position. We must educate the population to abandon such practices and give democracy a chance to take hold. Especially since in a democratic regime, no one is above his fellow man.

Keywords: *democracy, autocracy, dictatorship, corruption, national unity, cult of personality.*

Introduction

Dans la démocratie moderne, tous les citoyens sont égaux à tout point de vue comme stipulé dans la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 (Déclaration des droits de l'homme et du citoyen 1789, article 1^{er}). Le principe démocratique de l'égalité stipule que nul n'est au-dessus de la loi encore moins avoir autorité naturelle sur son semblable. Par conséquent, vouer un culte à un être humain est un délit et un déni de démocratie. Cependant, et malheureusement d'ailleurs, il n'est pas rare de voir dans des pays africains, dits démocratiques, des cultes vouer à des personnalités politiques. Cela emmène à se poser des questions. La première qui vient à l'esprit pourrait être la suivante : la

démocratie serait-elle une vue de l'esprit pour les africains ? Dans bien de constitutions africaines, la démocratie est le régime politique choisi. Dans ce cas, comment comprendre la perpétuation d'un tel phénomène? Sachant bien que cette pratique peut porter gravement atteinte à l'idéale démocratique, ne serait-il pas judicieux de déconstruire le culte de la personnalité afin de sauver la démocratie?

1. Les facteurs et les mécanismes de la construction du culte de la personnalité.

Il y a des facteurs qui fondent et contribuent à la mise en œuvre de cette déification. Il y a aussi des mécanismes mis en place pour parvenir au résultat escompté.

1.1. Les facteurs de la construction du culte de la personnalité

Selon Emmanuel Pierrat dans *Plus grand que grand*, (Pierrat Emmanuel, 2016 : 8) l'expression culte de la personnalité est de Nikita KHROUTCHEV (1894-1971) homme d'État russe, utilisée en 1956 lors du congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique. Cette expression était utilisée pour dénoncer le stalinisme et la propagande en faveur de Joseph STALINE. Plus tard elle s'est appliquée à des dérivés égocentriques des dirigeants politiques totalitaires. Elle se manifeste par la médiatisation très accrue d'un dirigeant politique au point d'endoctriner les citoyens. En effet, malgré la démocratisation des États africains, il n'est pas rare de voir des personnalités politiques être l'objet d'adoration. Ainsi, parler des facteurs de la construction du culte de la personnalité, c'est évoquer tout élément qui fonde et contribue à la mise en œuvre de cette déification. Ces facteurs sont bien nombreux mais dans le cas de l'Afrique et spécialement de la Côte d'Ivoire, le fort taux d'analphabétisme, la pauvreté, la religion et le caractère ethno-tribal de l'univers politique sont quelques facteurs qui favorisent la construction du culte de la personnalité. Généralement, ces personnes déifiées sont considérées par leurs adorateurs, comme des surhommes, des personnes de qualité exceptionnelles. Comment chaque facteur suscité joue considérablement sur la construction du culte de la personnalité ?

En Afrique, le taux d'analphabétisme est bien élevé. Sous la plume de Mingat Alain, Ndem Francis et Seurat Adeline, dans un article paru dans la revue *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, on peut

lire les résultats de l'Institut de Statistique de l'UNESCO qui stipule qu'en Afrique, le taux d'analphabétisme jusqu'en 2008, des adultes est de 38% et celui des jeunes est de 29% (Maingat Alain, Ndem Francis, Seurat Adeline, 2013). Si les efforts sont menés pour juguler cette tendance, il faut noter que cela joue énormément dans le processus de déification de la personnalité politique. En effet, si savoir lire et écrire libère l'homme de l'étroitesse de ses idées et lui permettent de se s'assumer efficacement dans l'univers politique, il n'en est ainsi de l'analphabète qui, du reste, est à la solde de l'homme politique. Il est facilement manipulable et l'homme politique peut aisément développer la passion en lui. Or un homme passionné entend difficilement raison. Sa compréhension des événements est généralement fonction de la doxa. L'analphabète est beaucoup plus victime de la démagogie des hommes politiques. Il croit facilement aux promesses des hommes politiques qu'il voit en sauveurs.

En sus, la pauvreté joue aussi un rôle essentiel dans la construction et la consolidation du culte de la personnalité. En Afrique, la pauvreté est criarde. Selon un rapport de la Banque Mondiale de 2018 sur la pauvreté et la prospérité partagée : compléter le puzzle de la pauvreté, 41% de la population au sud du Sahara vit en dessous du seuil international de la pauvreté, qui est 1,90 dollars par personne et par jour. En effet, ce fléau est une réalité indéniable en Afrique. Il y a des zones au Sud du Sahara par exemple dans lesquels il manque le basic existentiel (eau, électricité, nourriture, logement décent...) Les conditions de vie y sont précaires et ces personnes victimes de telle pauvreté sont exposées à toutes formes de tentations. Bien souvent, elles sont prêtes à tout pour obtenir de quoi subvenir aux besoins quotidiens. La pauvreté rend vulnérable, très manipulable et aussi sycophante. Quand un homme politique se montre altruiste, et semble se préoccuper de leur sort, il devient du coup l'homme providentiel, le sauveur. Il est vraiment très facile de s'accrocher à son bienfaiteur pour toujours bénéficier de ses largesses. C'est en cela qu'on voit des éloges en l'encontre de ces hommes politiques. En réalité, il n'est pas interdit d'honorer son bienfaiteur. Mais c'est la déification de cette personne qui pose problème en démocratie. Parce que, se reconnaître en un leader ne va pas de pair avec le vénérer. Il est leader parce qu'il incarne des idéaux d'un parti politique. C'est en cela qu'il n'est pas interdit de l'admirer et de lui apporter le soutien. Mais, un leader, aussi nanti fut-il, reste un être humain comme tout autre.

La religion intervient aussi comme facteur de l'édification du culte de la personnalité. Par la religion, il est beaucoup aisé d'endoctriner les individus. Généralement, le leader est présenté comme l'homme providentiel, le sauveur. Vu comme un envoyé de Dieu, la personne du leader est déifiée. En Afrique de façon générale, la religion et la politique interagissent. Au Mali par exemple, le célèbre imam DICKO est très écouté. Il est souvent vu comme un héros et ses adeptes le perçoivent comme une divine providence. Sa prise de parole dans l'univers politique malien fait des échos. Tout comme les politiques influencent d'une certaine manière le monde religieux. En tout état de cause, la religion se présente comme un amplificateur du culte de la personnalité car la vérité religieuse se veut dogmatique. Il s'agit de croire tout bonnement en ce qui est dit. Cela est rendu possible pour plusieurs raisons. L'une des raisons est que la religion se présente selon Spinoza dans *Traité théologico-politique* comme « un asile des ignorants » (Baruch de Spinoza). C'est un univers dans lequel l'esprit critique n'est pas suffisamment aiguisé. Une autre raison est d'ordre social. En effet, en Afrique, au Sud du Sahara, la religion est le soupir de l'être opprimé. La paupérisation est si grande dans cette contrée du monde que la religion est vue comme une panacée. On croit en Dieu pour une éventuelle miséricorde et une transformation positive de la vie. La vie quotidienne est si difficile à supporter que seul Dieu peut soulager. *La Bible* ne dit-elle pas ceci : « venez à moi vous tous qui êtes fatigués et chargés, je vous donnerai du repos. » (Matthieu 11 : 28) Pire, en Afrique, en plein processus de démocratisation des institutions, bon nombre pensent encore que le pouvoir est donné par Dieu. On peut entendre des propos du genre “ c'est Dieu qui donne le pouvoir”. Les politiciens ayant compris cela, jouent sur la fibre religieuse pour parvenir à leur fin.

Il est des cas où le choix politique est souvent fonction de l'appartenance à la même région ou de la même ethnie que le leader politique. On présente le comme l'homme providentiel. Dans de tel cas de figure, le choix politique est souvent identifié à la région d'origine. En Côte d'Ivoire par exemple, certaines régions sont considérées comme des zones acquises à la cause des leaders qui en sont issus. Le Nord est généralement favorable à Alassane OUATTARA, le v baoulé favorable majoritairement à l'ex Président BEDIE... Ces personnes sont vues comme des grands hommes à qui on voue de profond respect voire un véritable culte. Des consignes de vote venant de ces personnes sont

respectées à la lettre (appel de Daoukro 2015 formulé par Henri KONAN BEDIE). .

1.2. Les mécanismes de déification de la personnalité

Beaucoup de choses sont mises en place pour rendre effectif le culte de la personnalité. Les médias, les artistes (musiciens et peintres...) sont fortement sollicités, les rassemblements sont faits en l'honneur de... On va découvrir comment chaque élément est mis à contribution pour le culte de la personne politique. Il faut rappeler que l'Afrique au Sud du Sahara a connu le parti unique dans beaucoup de pays. Bien que ces pays aient choisi la démocratie comme mode de gestion du pouvoir politique. Les premiers dirigeants se sont mués en autocrates. Beaucoup d'entre eux se font appeler "père de la Nation, le héros national, le sauveur, le guide éclairé..." Ce sont les cas de Mobutu au Zaïre, Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire, Bokassa en Centrafrique, Bongo au Gabon et bien d'autres. Ces chefs d'État usaient des médias pour asseoir leur popularité et leur hégémonie. Pendant la période du parti unique, tous médias étaient contrôlés par les tenants du pouvoir. Tout était alors mis en œuvre pour faire la propagande des hommes politiques qu'on présentait comme des surhommes. Les médias deviennent des instruments des tenants du pouvoir pour endoctriner les esprits. Selon Ignacio Ramonet dans *La tyrannie de la communication* : « pendant les décennies 1960 et 1970, on reprocha à la télévision, notamment, d'être devenu « un instrument du pouvoir » et de vouloir « manipuler les esprits » pour le profil électoral du parti dominant. » (Ignacio Ramonet, 2006 : 40). Dans les trois premières décennies qui ont suivies les indépendances des pays africains, la télévision et les journaux sont mis à contribution pour la propagande des chefs d'États. Les images diffusées par la télévision, relayées par la presse écrite parlent aux cœurs des concitoyens. On les amène à aimer et à adorer ces personnes politiques présentées comme des personnes de qualité supérieure. Marie-Soleil Frère souligne le rôle des médias dans la construction du culte de la personnalité dans la revue *Journalismes d'Afrique* en ces termes : « *Durant le règne de Mobutu au Zaïre, la télévision et la radio nationales étaient entièrement vouées au culte de la personnalité du chef d'État.* » (Marie-Soleil Frère, 2020)

En sus des médias, les artistes sont aussi sollicités pour la construction du culte de la personnalité. Les artistes musiciens, les peintres et les sculpteurs ont écrit des odes, peint des tableaux et érigé des statuts en l'honneur des chefs d'État. En Côte d'Ivoire par exemple,

dans une chanson des sœurs Comoé à l'honneur du Président Félix Houphouët-Boigny on pouvait entendre ceci : “*soyez loué nanan Houphouët-Boigny*”. Un autre artiste rendant hommage au Président Laurent Gbagbo chantait ceci : “*si on pouvait adorer un homme, j'allais adorer Gbagbo*”. Une vidéo consultée sur youTube fait état d'une ode en l'honneur de Mobutu, présenté comme le roi du Zaïre, l'homme providentiel, le puissant, le travailleur, le créateur. On assiste à un véritable culte de la personnalité. Les chansons composées en l'honneur des chefs d'État en Afrique sont légions. Aussi, existe-t-il des écrivains qui dédient une œuvre entière à son idole politique. L'homme politique Cisse Ibrahim Baongo a écrit un livre sur la personne de Alassane Ouatara en 2007. Il est intitulé *Alassane Dramane Ouatara : histoire d'une vie singulière : légende et épopée*. Rien qu'à lire le titre de l'ouvrage, on sent une touche toute particulière de déification de la personne politique.

On assiste aussi à des rassemblements pour dit-on rendre un vibrant hommage à l'homme politique. Cela est récurant en Afrique au Sud du Sahara de voir des journées de mobilisation en l'honneur de... Dans les démocraties bien structurées, nul nécessaire ces mobilisations en l'honneur de qui que ce soit. Malheureusement, en Afrique noire, on mobilise pour chanter et danser en l'honneur d'une personne. Ce qui est déplorable, il y a des slogans qui accompagnent cela. En Côte d'Ivoire par exemple, on des GOR (Gbagbo ou rien), des Adomoutons, des BOR (Bédié ou rien), des SOR (Soro ou rien)... Mauvaise foi ou politique alimentaire ? Toujours est-il que le culte de la personnalité est une réalité en Afrique et surtout en Côte d'Ivoire. On peut sans doute se reconnaître en un leader politique, mais ne jurer que par lui, le présenter comme un être exceptionnel, un surhomme peut jouer négativement sur le jeu démocratique.

2. Les conséquences du culte de la personnalité sur le processus démocratique et la cohésion sociale.

Le culte de la personnalité peut produire des effets négatifs sur le processus de démocratisation des États africains et bien souvent peut négativement affecter la cohésion sociale.

2.1. Les conséquences négatives du culte de la personnalité sur le processus démocratique en Afrique

Le culte de la personnalité présente assez de conséquences négatives sur le processus démocratique. En effet, le leader est déifié et cela va contre certains principes démocratiques qui sont que tous les hommes sont égaux de nature et devant la loi (Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, ONU, 1948 : article 1^{er}). De part cet article, le culte de la personnalité est un déni de la démocratie. Ce serait une servitude volontaire en odorant un être humain qui du reste, demeure un altère égo. Cela peut mettre également l'homme vénéré dans une posture de dictateur et de totalitaire. Ce furent les cas de MOBUTU au Zaïre, de BOKASSA en RCA, Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire, N'driss DEBY au Tchad, Paul BIYA au Cameroun Robert MUGABE au Zimbabwe, Sassou N'guesso du Congo, OBIANG en Guinée Equatoriale Blaise COMPAORE du Burkina Faso et bien d'autres... Se prenant pour des surhommes, se sentant aimés, ils abusent du pouvoir à eux confié par le peuple. Généralement, ils ignorent le principe élémentaire de la démocratie qui est que le pouvoir appartient au peuple. Le pouvoir politique devient leur propriété privé et on assiste à sa gestion autocratique. Tout y est si comme on vivait en dictature ou en monarchie absolue. Le pouvoir se transmet de père en fils.

Les chefs d'États cités ci-haut totalisent pour chacun au moins vingt-cinq (25) ans de gestion autocratique du pouvoir. Une gestion sans partage car l'opposition est presque inexistante. Là où elle existe, tout est mise en œuvre pour la museler. Ou bien les opposants sont soit en prison soit en exil, s'ils ne sont pas tués. À l'exception de quelques pays qui ont admis l'alternance démocratique aux premières heures des indépendances, les partis uniques et la longévité au pouvoir ont créé un désastre politique pour d'autres pays. Les constitutions ne sont pas respectées. Elles sont modifiées à tout bout de champ pour s'éterniser au pouvoir. On a une sorte de présidence à vie dans certains pays. De ces désastres qui ont très souvent lieu sous les tropiques, on peut citer la gestion non transparente des finances. Le trop grand pouvoir donné à ces autocrates les conduit très souvent à confondre le bien public à leur patrimoine. On assiste fort malheureusement à des gabegies financières et des détournements de fonds publics. Dans un dossier portant sur l'affaire des « biens mal acquis », publié le 26 septembre 2023 du journal

d'information numérique MEDLAPART on peut lire ceci : « *Les Bongo au Gabon, les Sasson-Nguesso au Congo-Brazzaville, les Obiang en Guinée équatoriale... Depuis 2007, la police et la justice enquêtent sur le patrimoine faramineux en France des familles de trois clans présidentiels africains qui règnent sans partage sur leur pays. Immeubles, hôtels particuliers, voitures de luxe, montres, vêtements de marque, œuvres d'art... Les montants en jeu, qui sont le fruit de la corruption et de détournements de fonds, d'après les enquêteurs, sont astronomiques.* » D'ailleurs, il faut noter que ces détournements ne sont pas sans conséquences désastreuses pour les pays mis en cause et pour les générations futures.

Il y a aussi le non-respect des droits de l'homme et de la dignité humaine. Bien souvent, ces autocrates, se prenant pour des monarques, bafouent la dignité humaine. Ils pensent détenir le droit de vie et de mort sur les concitoyens. On constate malheureusement que des crimes sont commis pour éliminer les personnes gênantes (opposants et hommes de média qui dénoncent les dérives du pouvoir). À y voir de près, on peut dire que le culte de la personnalité conduit à un despotisme. Et l'on sait comment le despote gère le pouvoir avec une main de fer. Une gestion qui est aux antipodes des normes démocratiques. Le pouvoir se sacralise malheureusement.

2. 2. Les effets négatifs du culte de la personnalité sur la cohésion sociale

Déifier une personnalité politique peut produire des lourdes conséquences sur la cohésion sociale. Par cohésion sociale, il vaut entendre le bien-être de tous par une sorte d'harmonie sociale. Elle implique le rejet de toute forme de disparité sociale. Or le culte de la personnalité joue négativement sur l'intérêt social car la cohésion sociale se déconstruit. Puisque basé sur des raisons économiques, religieuses et ethno-tribales, le culte de la personnalité n'exprime pas nécessairement la volonté du peuple. Des inégalités sociales vont se créer et cela sera généralement source de conflits. L'unité nationale sera fortement perturbée. Il y aura une gestion ethno-tribale du pouvoir politique. À vrai dire, on va assister une démocratie tribale et clientéliste. C'est-à-dire que, seule la tribu des hommes au pouvoir sera favorisée au détriment des autres tribus.

Si l'on remarque assez bien, les pays africains dans lesquels les hommes politiques (surtout ceux qui sont au pouvoir) sont déifiés,

présentent de fort taux de risque de crise. Puisque les autres groupes ethniques se sentiront lésés, alors la lutte pour le pouvoir sera farouche. Dans ce cas d'espèce, la conquête du pouvoir ne se fera plus par des élections mais par des coups de force. Ce qui va surement désintégrer le tissu social. Généralement, les pays dans lesquels le culte de la personnalité est à fort exponentiel, les populations se voient en chiens de faïence. En Côte d'Ivoire, par exemple, on a connu une crise sociale. Tout simplement parce que chacun campe derrière son leader. Les positions sont très radicales car chaque camp pense détenir la personne idéale prédestinée à la conduite des affaires de l'État. Et la réconciliation tant entendue entre les populations peine à devenir une réalité. Ce qui est observé en Côte d'Ivoire est identique en bon nombre de pays africains. Le ciment social est très fragile. Si l'on n'y prend garde, ce sont des poudrières identitaires masquées par des slogans de réconciliation de façade.

Bien souvent, il faut remarquer que la vie des partis politiques est intimement liée à la personne du leader fondateur. Lorsque cette personne n'est plus, soit le parti politique disparaît ou il se disloque. Le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) a connu la fraction après le décès de son leader fondateur. Beaucoup de partis politiques en sont issus. Il en sera pareil pour les autres partis qui suivent la personne du leader et non les idéaux du parti. L'instabilité s'installe tout simplement au sein du parti après le départ du leader. Pourtant, les grands partis politiques vivent plus des idéaux que de la déification de leur leader.

Aussi faut-il noter que le culte de la personnalité joue terriblement sur l'éclosion des Sociétés Civiles fortes. Si des pays comme le Sénégal et le Bénin ont des Organisations de Sociétés fortes, c'est en grande partie parce que le culte de la personnalité est presque inexistant. Malheureusement en Côte d'Ivoire, la déification des leaders politiques est telle que la Société Civile est sans force véritable. Tout y est politisé. Prenons l'exemple des mots d'ordre d'arrêt de travail dans l'univers syndical en Côte d'Ivoire. Il y a que par moment, des organisations syndicales entrent en grève pour décrier une injustice subie. On constate bien souvent un manque de solidarité de la part de certains syndicats de la même corporation soit pour des questions de leadership ou pour des raisons politiques. Ces syndicats qui se désolidarisent, qui sont pour la plus part des appendices des partis politiques, prétextent qu'on veut fragiliser le pouvoir politique dans lequel ils se reconnaissent. Il est vrai

que le culte de la personnalité n'est sans doute pas la seule raison qui emmène la Société Civile ivoirienne à être inefficace mais cela y est pour beaucoup. Il faut donc convenir que le culte de la personnalité se présente comme un véritable déni de la démocratie mais aussi un danger pour la cohésion sociale et l'émergence d'une société civile forte. Il y a donc lieu de déconstruire ce phénomène à tous les niveaux de la société où cela semble paraître.

3. La transmission des bonnes pratiques de résilience face au culte de la personnalité dans l'environnement politique et social

Face au phénomène du culte de la personnalité, qui est d'ailleurs une réalité sous nos tropiques, de bonnes pratiques sont à adopter aussi bien au niveau politique que social pour la sauvegarde de la démocratie.

3.1. Les bonnes pratiques de résilience face au culte de la personnalité dans l'environnement politique.

Il faut déconstruire le mythe qui est fait autour de l'homme politique. C'est-à-dire qu'il faut se faire l'idée qu'il est un être mortel au même titre que les autres êtres. Il faut comprendre qu'il est un citoyen ordinaire et non un dieu. Par conséquent, le choix porté sur sa personne doit être fonction de l'aspiration du parti politique qu'il dirige et non en fonction de ses idées personnelles. Il faut dépasser les clivages religieux, ethno-tribaux. Il faut privilégier l'intérêt national et non l'intérêt individualiste. Dans cette dynamique, l'adhésion à un parti politique sera alors fonction des idéaux que prône ledit parti. Ce faisant, la démocratie à toute sa chance de s'installer dans les mœurs des populations. Mais il faut en toute chose prôner les vertus démocratiques dès les bases élémentaires de l'éducation. Car, ceci permettra une facilité de mise en pratique des valeurs démocratiques. Il faut donc faire de l'éducation une priorité de sorte que les citoyens soient objectifs dans leur choix politique.

Ainsi, tout comme le Sénégal, le Bénin, le Ghana ; le Nigéria et certains pays qui font offices de bonne école de démocratie sur le continent, bon nombre de pays réussiront le pari de l'alternance au pouvoir qui se présente comme une forme de résilience face au culte de la personnalité. En effet, le culte de la personnalité peut conduire à une gestion autocratique, tribale et la perpétuation familiale du pouvoir politique. L'alternance au pouvoir peut se présenter comme un antidote

aux cultes de la personnalité. Il s'agit tout simplement de la passation de pouvoir selon la limitation des mandats. Il faut respecter le nombre de mandant constitutionnel et savoir partir du pouvoir. Car un Président élu plusieurs fois finira par se prendre pour un dieu. L'alternance démocratique permet à d'autres intelligences d'apporter leur expertise au processus de démocratie et de développement. Pour cela, il faut des institutions fortes capables de dire le droit. Au Sénégal par exemple, le Conseil Constitutionnel a rendu la décision numéro 1/C/2024, le 15 février 2024, annulant la loi numéro 2024-106 du 3 février 2024 portant abrogation du décret convoquant le corps électoral et prorogeant le mandat du Président sortant. La décision rendue enjoint monsieur Macky SALL à organiser les élections dans un délai raisonnable. Cette institution est restée fidèle aux principes de la démocratie et a prononcé le droit.

Face aux violations des droits de l'homme, il faut établir un Etat de droit et exiger le respect desdits droits. Souvent l'autocratie qui découle du culte de la personnalité conduit à la dictature et à la violation des droits les plus élémentaires des hommes. Pour se maintenir au pouvoir, l'autocrate écrase toute forme d'opposition. Il gère le pouvoir politique avec une main de fer. Les libertés sont confisquées. En déconstruisant le culte de la personnalité, en rétablissant les principes fondamentaux de la démocratie, on établit *de facto*, le respect de la dignité humaine.

Il faut mettre fin aux hommages rendus à tout bout de champ aux chefs de l'État comme c'est le cas en Afrique francophone. En Côte d'Ivoire par exemple, dans un laps d'un mois en cette année 2024, il y a eu des cérémonies en hommage au Président de la République (Songon, Agboville, Korogho et peut-être d'autres localités préparent leur hommage). Portant dans un régime démocratique, nul nécessaire ces cérémonies d'hommage à qui que ce soit. Surtout que ces manifestations mobilisent assez de ressources qui sont souvent puisées dans les caisses de l'État. Mettre fin à ces rassemblements, serait éviter la gabegie financière. En effet, la démocratie exige une gestion transparente et efficiente des ressources de l'État. C'est d'ailleurs une bonne pratique de la bonne gouvernance que d'éviter d'user des fonds publics à des fins personnelles. L'Afrique n'a pas besoin des hommes forts et puissants au pouvoir mais des personnalités politiques respectueuses des valeurs et des principes démocratiques. Les hommages aux hommes politiques se présentent comme un déni de démocratie qu'il faut bannir des Républiques. Car cela s'apparente à une forme de propagande.

La bonne gouvernance dans l'univers démocratique rime avec l'émergence d'une société civile forte. D'ailleurs, le plein développement des ONG et des syndicats est la marque d'une bonne gouvernance démocratique. En effet, ces structures aident les gouvernements dans la gestion efficace des affaires de l'État. Elles contrôlent leurs actions et équilibrent l'action gouvernementale. Dans des pays à forte démocratie, la société civile est un partenaire sûr et un bon indicateur de la bonne application des normes démocratiques. Sans être des partis politiques et sans être radicalement opposée au parti au pouvoir, la société civile combat efficacement pour le respect des droits de l'homme et la bonne gouvernance. Son existence et son efficacité dans l'univers socio-politique en Afrique peuvent déconstruire le culte de la personnalité.

3.2. La transmission des bonnes pratiques de résilience face au culte de la personnalité dans l'univers social

Face au culte de la personnalité qui conduit à un pouvoir tribal et clientéliste, il faut une démocratie universaliste, altruiste et désintéressée. Il faut désacraliser le pouvoir et permettre à tout individu de jouir pleinement des avantages que lui offre le régime démocratique. Pour ce faire, le leader politique doit être un modèle de résilience démocratique. Il doit être porteur des vertus et des valeurs démocratiques à transmettre à ses adeptes, tout ceci, dans l'intérêt supérieur de la Nation. En effet, ce qui doit être essentiel dans la gestion des États en Afrique, c'est de lutter efficacement contre la pauvreté par la gestion rigoureuse des ressources. Tel doit être l'objectif principal de tout dirigeant. À cet effet, il est nécessaire de mobiliser toutes les forces vives de la Nation pour l'atteinte de cet objectif. Le principal étant l'essentiel, les hommes politiques doivent travailler dans l'intérêt supérieur des différents pays.

Le chef de l'État doit inspirer confiance. Dans un système démocratique, le chef doit créer les conditions d'une vie harmonieuse. Il doit être porteur d'espoir et permettre l'expression des valeurs démocratiques. L'intérêt national doit être la priorité de toutes ses actions. Pour cela, il faut bannir toute gestion clanique et partisane du pouvoir politique. Pour éviter des fractions sociales et des crises socio-politiques, il faut faire la promotion des individus en fonction de leur compétence. Malheureusement, en Afrique noire, il n'est pas rare de voir la promotion d'un individu faite selon des critères ethno-tribaux. Pourtant, cela peut porter préjudice à la cohésion sociale et au processus

démocratique. Nul nécessaire donc de faire de journée d'hommage et de remerciement à un chef d'État pour avoir nommé une personnalité d'une quelconque région comme il est donné de le voir en Afrique et surtout en Côte d'Ivoire. En effet, il est de constater qu'une région toute entière loue la générosité d'un chef d'État pour avoir promu un cadre issu de cette région. On assiste à cet effet, à des journées de reconnaissance à ce dernier. C'est pareil aussi lorsqu'il y a réalisation d'une infrastructure dans une zone d'un pays. On vient chanter les éloges d'un Président pour avoir exécuter un pan de son programme. Par exemple, en Côte d'Ivoire, on chante les honneurs d'un Président pour avoir soit bitumer ou électrifier une région. Ce qui ne devait pas être le cas car c'est cela fait partie de ses prérogatives.

On peut construire la démocratie en Afrique en tournant dos aux pratiques qui mettent à mal la bonne gouvernance. Puisqu'il s'agit du bien-être de la population qu'on dit gouverner, il faut tout mettre en œuvre pour une meilleure répartition des richesses. Dans l'univers démocratique, les détournements, la gabegie et la corruption n'y ont pas leur place. Ces plaies mettent à mal la croissance économique. Il faut donc lutter avec la dernière énergie contre ces fléaux. Chaque citoyen doit faire preuve de responsabilité dans la gestion des affaires publiques. La bonne répartition des richesses pourra contribuer à la déconstruction du culte de la personnalité. En plus, pour sauvegarder la paix et l'harmonie sociales, il faut éviter toute forme de discrimination et d'injustice sociale. Ce qui est dommage dans la déification des hommes politiques, surtout ceux qui sont au pouvoir, comme il a été signifié ci-haut, c'est la gestion clanique du pouvoir politique et économique. Cette gestion ne va pas sans conséquence désastreuse sur la cohésion sociale et l'intérêt national. Pas nécessaire de rappeler ici lesdites conséquences. Mais il faut trouver des moyens pour les juguler afin de permettre à la démocratie de devenir une réalité en Afrique. On ne gère pas un État qu'avec ses parents comme cela se voit dans certains pays en Afrique et plus encore en Côte d'Ivoire.

Il faut éduquer la population au civisme, au respect des valeurs démocratiques et à la participation à la vie politique. En l'éduquant au civisme, la population prend la pleine mesure du respect des lois et règlements en vigueur. Il faut surtout former les jeunes afin qu'ils deviennent des citoyens responsables et capables d'apprécier le jeu politique. Ils comprendront que la protection de la cohésion sociale et de

L'unité nationale est bien profitable que la déification d'un homme politique. Ils sauront que la vraie liberté et le développement dépendent en grande partie du respect des valeurs et des principes démocratiques. En effet, la population africaine est beaucoup plus jeune. Et bien souvent, la jeunesse est utilisée pendant les conflits socio-politiques. En éduquant cette jeunesse à la pratique de la chose démocratique, on peut aisément sauvegarder la paix sociale. Il faut donc une transformation de mentalité pour transformer le fanatisme conduisant à déifier un individu en une tolérance. Il s'agit d'amener à s'accepter même quand on ne soutient pas le même candidat ou qu'on n'est pas du même bord politique. Il s'accepter les autres hommes politiques comme des individus capables d'apporter leur pierre à la construction de l'édifice. En un mot, il faut instaurer la tolérance dans l'univers politique africain et accepter de se soumettre à la loi.

Conclusion

Le culte de la personnalité est bien manifeste en Afrique. Il y a des facteurs qui militent en faveur de sa perpétuation. Ce phénomène se présente comme une contre-performance du progrès vers la véritable démocratie et la bonne gouvernance. Il peut être aussi une source potentielle d'instabilité socio-politique. Il y a donc nécessité de déconstruire le culte de la personnalité pour éviter toute forme d'autocratie. Pour un continent qui se veut démocratique, surtout pour des démocraties naissantes, on pouvait bien faire l'économie de cette pratique. Car il faut faire de la démocratie une réalité en Afrique. Pour ce faire, il faut une bonne dose d'éducation à la chose démocratique, inculquer un esprit de tolérance et de civisme en les mœurs des populations. Il faut aussi emmener les populations à pratiquer sainement la politique mettant en valeur les principes démocratiques. En fait, il y a lieu de retenir que la démocratie n'est pas une vue de l'esprit en Afrique. Il s'agit de revoir sa pratique et sa mise en œuvre.

Bibliographie

- **Banque Mondiale** (2018), *Rapport sur la pauvreté et la prospérité partagée : compléter le puzzle de la pauvreté.*
- **CISSE Ibrahima** (2007), *Allassane Dramane Ouattara ; histoire*

d'une vie singulière : légende et épopée, Abidjan, NEI/CEDA.

- **Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen** (1789), article 1^{er}.
- **Déclaration Universelle des Droits de l'Homme** (1948), article 1^{er}.
- **Conseil Constitutionnel du Sénégal**, (2004), Décision numéro 1/C/2024.
- **ETIENNE de la Boétie** (2002), *Le discours de la servitude volontaire*, Paris, Payot et Rivages.
- **Loi 2024-106** du 3 février 2024 portant abrogation du décret convoquant le corps électoral du Sénégal.
- **MARIE-Soleil Frère** (2020), *Journalismes d'Afrique*, consulté 18 mars 2024 in Cairn.info.
- **MEDIAPART** (2023), dossier : *L'affaire des « biens mal acquis » du 26 septembre 2023* Consulté le 25 mars 2024.
- **MINGAT Alain, N'DEM Francis et SEURAT Adeline** (2013), *Cahier de la recherche sur l'éducation et les savoirs numéro 12*, dossier : Ecole, alphabétisation et lutte contre l'illettrisme.
- **Ode à MOBUTU**, consulté le 24 mars 2024 in youTube.
- **PIERRAT Emmanuel** (2016), *Plus grand que grand. Une histoire insolite du culte de la personnalité*, Paris, Vuibert.
- **RAMONET Ignacio** (1999), *La tyrannie de la communication*, Paris, Galilée.
- **SPINOZA Baruch de** (1670), *Traité théologico-politique*, trad. M. Pardo, Paris, Hatier.